

REÇU LE 06 JUL 2023

Département de l'Aménagement du territoire
et de l'Urbanisme

Direction extérieure Hainaut II

rue de l'Ecluse 22
B-6000 CHARLEROI

Tél. : +32 (0)71 654 880

Fax : +32 (0)71 654 977

Votre contact : Valérie PECRIAUX

Tél. : +32(0)71 654 989

valerie.pecriaux@spw.wallonie.be

Brussels South Charleroi Airport (BSCA) sa
Monsieur LAMBRECHTS Patrick
rue des Frères Wright 8
6041 Gosselies

Charleroi, le

03 JUL 2023

Vos réf.: 22.1845 TEC4JETS-PU Bureaux

Nos réf.: F0414/52011/UFD/2022/98//**2307734**

OBJET : Demande de permis d'urbanisme – Décision du Fonctionnaire délégué.

Commune : CHARLEROI

Projet : Installation de deux modules préfabriqués pour l'aménagement de bureaux
et vestiaires pour la société TUI (TEC4JETS).

Adresse du bien : rue des Frères Wright 8 à 6041 GOSSELIES

Références cadastrales : CHARLEROI 23 DIV Section C N° 270 E

Demandeur : Brussels South Charleroi Airport (BSCA) SA

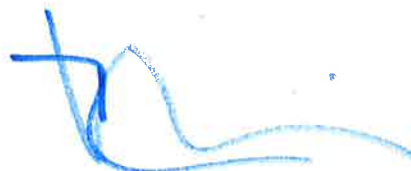
Monsieur,

Je vous prie de trouver, en annexe, la décision prise concernant la demande de
permis visée sous objet.

J'adresse par même courrier, une copie de la présente décision au Collège
communal de la commune de CHARLEROI.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Fonctionnaire délégué,



Raphaël STOKIS
Directeur



Wallonie

OCTROI DU PERMIS D'URBANISME PAR LE FONCTIONNAIRE DELEGUE

F0414/52011/UFD/2022/98/**2307734**

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code du Développement Territorial (ci-après, le Code) ;

Vu le livre I^{er} du Code de l'environnement ;

Vu les différents permis octroyés sur le site dont le dernier est :

- Le permis d'urbanisme octroyé en date du 23/09/2019 portant les références F0414/52011/UFD/2019/58/2075071, ayant pour objet la construction d'un poste d'inspection filtrage (PIF) localisé au sud de la dalle de parking des avions, APPRON 5 pour la SA BSCA - Brussels South Charleroi ;

Considérant que Brussels South Charleroi Airport (BSCA) SA a introduit une demande de permis d'urbanisme, relative à un bien sis à rue des Frères Wright 8 à 6041 GOSSELIES ? cadastré CHARLEROI 23 DIV Section C N° 270 E et ayant pour objet l'Installation de deux modules préfabriqués pour l'aménagement de bureaux et vestiaires pour la société TUI (TEC4JETS) ;

Vu que cette demande a été introduite le 22/12/2022 ;

Vu le relevé des pièces manquantes du 11/01/2023 ;

Vu les compléments de dossiers introduits le 01/02/2023 ;

Considérant que la demande complète fait l'objet, en application de l'article D.IV.33 du Code, d'un accusé de réception envoyé en date du 21/02/2023 ;

Considérant que le projet se situe dans le périmètre de reconnaissance économique ; que selon le prescrit de l'article D.IV.22, 6° du CoDT, le fonctionnaire délégué est l'autorité compétente ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement examine de manière particulièrement concrète et précise les incidences probables du projet sur l'environnement que tenant compte de son contenu, des plans et autres documents constitutifs du dossier et eu égard à l'article D.65 du Code wallon sur l'environnement, il y a lieu de considérer que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;

Considérant que la demande de permis ne comprend pas une étude d'incidences sur l'environnement ;

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.62 du livre 1er du Code de l'Environnement ; que cette autorité a conclu qu'il n'y a pas lieu de requérir une étude d'incidences sur l'environnement ;

Considérant que selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, le bien se situe en zone d'aménagement communal concerté à caractère économique (Arrêté royal du 10/09/1979) .

Considérant que la commune a une Commission communale Consultative d'Aménagement du Territoire et de Mobilité (arrêté d'institution du 03/02/1969 entré en vigueur le 03/02/1969, dernier arrêté de renouvellement du 19/11/2020 entré en vigueur le 23/11/2020) ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit B' de 65 dB du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que le bien se situe sur un site pollué (base de données BDES) pêche : parcelle pour lesquelles des démarches de gestion des sols ont été réalisés ou sont à prévoir (art 12§2 et 3 du décret) ;

Considérant que le bien se situe dans une zone de consultation minière ;

Considérant que le bien se situe dans un Régime d'assainissement collectif (RAC) de 2000 EH et plus ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre de la carte archéologique : code 5213-5227 ;

Considérant que le bien se situe à proximité (-100m) d'un site classé ;

Considérant que la demande déroge aux normes du Guide Régional d'Urbanisme pour les motifs suivants : non conforme aux PMR du point de vue des articles 415/1/1°, 415/4, 415/2 et 415/13 ;

Considérant que la demande est soumise conformément à l'article D.IV.40, alinéa 2 à une enquête publique qui a eu lieu, conformément aux articles D.VIII.7 et suivants du Code, du 20/03/2023 au 03/04/2023 et n'a donné lieu à aucune réclamation et aucune observation ;

Considérant que l'avis de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, sollicité en date du 21/02/2023 et transmis en date du 24/03/2023 est favorable ;

Considérant qu'IGRETEC - Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques, dans son avis sollicité en date du 21/02/2023 et transmis en date du 14/03/2023, indique qu'il n'est pas concerné par la demande ;

Considérant que l'avis de SKEYES, sollicité en date du 21/02/2023 et transmis en date du 01/03/2023 est favorable conditionnel et libellé comme suit :

« L'utilisation éventuelle de grues d'une hauteur supérieur à 25 m AGL doit faire l'objet d'une demande séparée, qui doit être soumise au service d'urbanisme de Skeyes au plus tard 1 mois avant le début des travaux.

Skeyes fournit à cet effet un formulaire de demande standard, qui doit être rempli correctement et envoyé à urba@skeyes.be

Voir : <https://www.skeyes.be/fr/services/urbanisme/grues-et-installations-temporaires/> » ;

Considérant que l'avis du SPW ARNE - Département du Sol et des Déchets - Direction de l'assainissement des sols, sollicité en date du 21/02/2023 est réputé favorable par défaut ;

Considérant que l'avis du Collège communal de CHARLEROI, sollicité en date du 21/02/2023 est réputé favorable par défaut ;

Considérant que l'avis de l'AWaP - Direction opérationnelle Zone Ouest, sollicité en date du 21/02/2023 et transmis en date du 09/03/2023 est favorable ;

Considérant que l'avis de la SPW ARNE - Direction des Risques industriels, géologiques et miniers, sollicité en date du 21/02/2023 et transmis en date du 28/03/2023 est favorable conditionnel libellé comme suit :

« L'avis de la Cellule Mines est favorable en ce qui concerne les aspects miniers aux conditions suivantes :

- Concevoir les circuits d'adduction d'eau et d'évacuation des eaux usées et pluviales, y compris celles des surfaces imperméabilisées (terrasses, parking, aire de chargement ou de stockage, ...), de manière à être et à rester étanches en cas de mouvements de terrain.
- Raccorder le trop-plein des réservoirs de tous types, enfouis ou hors sol, aux évacuations d'eaux usées ou de pluie (selon le type de réservoir) ou à un système d'épandage diffus.
- Avertir sans délai l'administration (la DRIGM) en cas de découverte d'anciens ouvrages miniers. »

Considérant que le projet consiste en l'installation de 2 modules préfabriqués formant un seul bâtiment pour l'aménagement de nouveaux bureaux et vestiaires pour la société TUI sur le site de Brussels South Charleroi Airport BSCA, au sein de l'enceinte de l'aéroport, à l'ouest de la dalle de parking des avions entre le parc pétrolier et le hall de maintenance ; que le bâtiment présentera une surface au sol de l'ordre de 38.05 m², soit une longueur et une largeur de 6.17 m, sur un seul niveau et surmonté d'une toiture plate d'une hauteur sous acrotère de 2.60 m ; qu'il sera fait usage de panneaux en aluminium de teintes bleue et anthracite ;

Considérant que l'article D.II.32 du Code précité stipule que « la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique.

§1er. La zone d'aménagement communal concerté à caractère économique est destinée à recevoir les activités visées aux articles D.II.29, D.II.30 et D.II.31, à l'exclusion des industries qui présentent des risques d'accident majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement et des petits commerces. Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes.

La mise en œuvre de tout ou partie de la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé, d'un schéma d'orientation local approuvé par le Gouvernement.

§2. À défaut pour les autorités communales de satisfaire dans le délai fixé à l'obligation visée au paragraphe 1er, alinéa 2, ainsi qu'en cas de refus du schéma d'orientation local soumis à son approbation, le Gouvernement peut s'y substituer pour adopter ou réviser le schéma d'orientation local.

§3. Les dérogations visées aux articles D.IV.6 à D.IV.13 sont applicables à toute zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère économique qu'elle soit ou non mise en œuvre. »

Considérant, sur le plan urbanistique, que la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique est mise en œuvre dans la mesure où elle est couverte, dans sa totalité, par le schéma directeur dit « de l'Aéropole », approuvé par les conseils communaux de FLEURUS et de CHARLEROI en dates des 3 juin 1987 et 17 novembre 1987 ; que l'arrêté ministériel du 05 septembre 1991 de reconnaissance prévoit explicitement qu'il y a lieu d'affecter la zone dite « Aéropole » à usage artisanal et de services ; qu'il y a dès lors lieu de considérer que la ZACCE a bien été mise en œuvre et que le projet est conforme à l'usage de service prévu dans cette ZACCE ;

Considérant cependant que le projet déroge aux normes du Guide régional d'urbanisme en ce qu'il est non conforme aux PMR du point de vue des articles 415/1/1°, 415/4, 415/2 et 415/13 ;

Considérant, eu égard à la dérogation susmentionnée, qu'il y a lieu de se référer aux articles, D.IV.12 et D.IV.13 du Code, qui mentionnent ce qui suit :

D.IV.12 :

« Un permis ou un certificat d'urbanisme n°2 peut être octroyé en dérogation aux normes d'un guide régional d'urbanisme. »

Article D.IV.13 :

« Un permis ou un certificat d'urbanisme n°2 peut être octroyé en dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme si les dérogations :

- 1° sont justifiées compte tenu des spécificités du projet au regard du lieu précis où celui-ci est envisagé;
- 2° ne compromettent pas la mise en œuvre cohérente du plan de secteur ou des normes du guide régional d'urbanisme dans le reste de son champ d'application;
- 3° concernent un projet qui contribue à la protection, à la gestion ou à l'aménagement des paysages bâtis ou non bâtis ;

Considérant que l'enquête publique a été réalisée et n'a suscité aucune réclamation de la part des riverains ; que le bien est situé dans un périmètre de reconnaissance économique ; que, selon l'article D.IV.22, 6°, le fonctionnaire délégué est autorité compétente ;

Considérant que le projet fait partie du site de Brussels South Charleroi Airport BSCA ; qu'au regard du lieu, des possibilités d'implantation, de son faible gabarit et de son caractère temporaire, il est justifié et ne compromettra pas la mise en œuvre cohérente du plan de secteur ; qu'il tend à contribuer à la gestion et à l'aménagement des paysages bâtis et non bâtis ; que, par conséquent, les conditions de l'article D.IV.13 sont rencontrées ;

Considérant que ce type de modules est considéré comme de première nécessité et permet de répondre à un besoin urgent d'espace notamment dans ce cas pour les bureaux de la société TUI ; que ceux-ci ne peuvent toutefois s'éterniser ; que ce type de pavillon ne peut être autorisé que pour une durée de 2 ans puisque ne consistant qu'en une solution temporaire non respectueuse de la réglementation PEB ; que, passé ce délai, les lieux seront remis dans leur pristin état ;

Considérant que le projet améliore provisoirement les conditions d'accueil du personnel de la société TUI ; que cependant, les modules visant à accueillir des bureaux et vestiaires, tels que proposés, ne sont pas accessibles aux personnes à mobilité réduite ; qu'en effet, il existe une marche pour y accéder, l'aire de rotation dans le sas d'entrée est inférieure à 1.5 m et la porte entre les deux modules n'est pas conforme à l'article 415/2 (le mur dans le prolongement de la porte fermée, côté poignée, doit être de minimum 50 cm) ; que des conditions s'imposent donc afin de rendre les modules accessibles aux PMR ; que moyennant le respect de ces conditions et de celles reprises ci-dessous, le projet peut dès lors être autorisé ;

Pour les motifs précités,

DECIDE :

Article 1^{er} : Le permis d'urbanisme sollicité par Brussels South Charleroi Airport (BSCA) SA est **octroyé pour une durée limitée de 2 ans à dater de la présente décision et aux conditions suivantes :**

- Passé le délai de 2 ans, les lieux seront remis dans leur pristin état ;
- Mettre en œuvre une rampe d'accès (éventuellement mobile) pour personnes à mobilité réduite afin d'accéder aux modules ;
- Le sas d'entrée sera agrandi afin d'obtenir une aire de rotation de 1.5 m ;
- La porte entre le sas et le module FX2 sera déplacée afin que le mur situé dans le prolongement de la porte fermée, côté poignée, soit de minimum 50 cm ;
- Respecter les conditions de l'avis de la SPW ARNE - Direction des Risques industriels, géologiques et miniers reprises ci-dessus ;
- Respecter les conditions de l'avis de SKEYES reprises ci-dessus ;
- Pour le surplus, exécuter les travaux conformément aux plans joints en annexe ;
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers.

Article 2 : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Article 3 : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins quinze jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 4 : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

A Charleroi, le.....**03 JUL 2023**

Le Fonctionnaire délégué,


Raphaël STOKIS
Directeur

Agents traitants : Stéphanie ALBANESE, Attachée qualifiée et **Stéphanie MIRANDELLE, Attachée qualifiée**
Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

EXTRAITS DU CODE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL**VOIES DE RECOURS**

Art. D.IV.63

§ 1er. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement par envoi à l'adresse du directeur général de la DGO4 dans les trente jours :

- 1° soit de la réception de la décision du collège communal visée à l'article D.IV.46 et D.IV.62;
 - 2° soit de la réception de la décision du fonctionnaire délégué visée à l'article D.IV.47, § 1er ou § 2;
 - 3° soit de la réception de la décision du fonctionnaire délégué visée à l'article D.IV.48;
 - 4° soit, en l'absence d'envoi de la décision du fonctionnaire délégué dans les délais visés respectivement aux articles D.IV.48 ou D.IV.91, en application de l'article D.IV.48, à dater du jour suivant le terme du délai qui lui était imparti pour envoyer sa décision.
- Le recours contient **un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement**, une copie des plans de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n°2 ou une copie de la demande de certificat d'urbanisme n°2 si elle ne contient pas de plan, et une copie de la décision dont recours si elle existe. (...).

Art. D.IV.64

Le collège communal, lorsqu'il n'est pas le demandeur, peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué visée aux articles D.IV.48 ou D.IV.91 prise en application de l'article D.IV.48 octroyant un permis ou un certificat d'urbanisme n°2. Le recours est envoyé simultanément au demandeur et au fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.65

Le fonctionnaire délégué peut, dans les trente jours de sa réception, introduire un recours motivé auprès du Gouvernement contre le permis ou le certificat d'urbanisme n°2 :

- 1° lorsque la décision du collège communal est divergente de l'avis émis par la commission communale dans le cadre d'une consultation obligatoire de celle-ci;
 - 2° en l'absence de commission communale, lorsqu'à l'occasion de l'enquête publique organisée en application du Code, ont émis des observations individuelles et motivées relatives au projet durant ladite enquête et que ces observations ne sont pas rencontrées par la décision du collège soit :
 - a) vingt-cinq personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant moins de dix mille habitants;
 - b) cinquante personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de dix mille à vingt-cinq mille habitants;
 - c) cent personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de vingt-cinq mille à cinquante mille habitants;
 - d) deux cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de cinquante mille à cent mille habitants;
 - e) trois cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant plus de cent mille habitants.
- Le permis ou le certificat d'urbanisme n°2 reproduit le présent article.
- Le recours est envoyé simultanément au collège communal et au demandeur. Une copie du recours est envoyée à l'auteur de projet.

AFFICHAGE DU PERMIS

Art. D.IV.70

Un avis indiquant que le permis a été délivré ou que les actes et travaux font l'objet du dispositif du jugement visé à l'article D.VII.15 ou de mesures de restitution visées à l'article D.VII.21, est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, le jugement visé à l'article D.VII.15 ou le dossier relatif aux mesures de restitution visées à l'article D.VII.21, se trouve en permanence à la disposition des agents désignés à l'article D.VII.3 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

NOTIFICATION DU DEBUT DES TRAVAUX

Art. D.IV.71

Le titulaire du permis avertit, par envoi, le collège communal et le fonctionnaire délégué du début des actes et travaux, quinze jours avant leur commencement.

INDICATION DE L'IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS NOUVELLES

Art. D.IV.72

Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal. Le collège communal indique l'implantation sur place avant le jour prévu pour le commencement des actes et travaux.

Il est dressé procès-verbal de l'indication.

CONSTAT DE L'EXÉCUTION DES CONDITIONS OU DES CHARGES D'URBANISME ET RESPONSABILITÉ DÉCENNALE**Art. D.IV.74**

Nul ne peut procéder à la division, selon le cas, d'un permis d'urbanisation ou d'un permis d'urbanisme de constructions groupées, qui implique la réalisation d'une ou plusieurs conditions ou des charges d'urbanisme ou l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, avant que le titulaire du permis ait soit exécuté les actes, travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège communal et adressé, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.75

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'auteur de projet de l'équipement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

PEREMPTION DU PERMIS**Art. D.IV.81**

Au terme des cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui impose à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes, travaux ou charges imposés ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Au terme des cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui autorise des actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale non repris en tant que tels comme condition ou charge est périmé lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, lorsqu'en vertu de l'article D.IV.60, alinéa 3, le permis précise que certains lots peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les actes, travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution, le permis n'est pas périmé pour ceux de ces lots qui ont fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article D.IV.2, § 1^{er}, alinéa 3.

Au terme des cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui n'impose pas à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie du bien qui n'a pas fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article D.IV.2, § 1^{er}, alinéa 3.

Art. D.IV.82

Lorsque la réalisation du permis d'urbanisation est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. D.IV.83

Lorsque, en application de l'article D.IV.79, le permis d'urbanisation vaut permis d'urbanisme pour la réalisation des actes et travaux relatifs à la voirie, ce dernier se périmé en même temps que le permis d'urbanisation.

Art. D.IV.84

§ 1^{er}. Le permis d'urbanisme est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi.

§ 2. Toutefois, à la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période de deux ans. Cette demande est introduite quarante-cinq jours avant l'expiration du délai de péremption visé au paragraphe 1^{er}.

La prorogation est accordée par le collège communal. Toutefois, lorsque le permis a été délivré par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.22, la prorogation est accordée par le fonctionnaire délégué.

§ 3. Lorsque la réalisation des travaux a été autorisée par phases, le permis d'urbanisme détermine, pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai visé au paragraphe 1^{er}. Ces autres phases peuvent bénéficier de la prorogation visée au paragraphe 2.

§ 4. À la demande motivée du demandeur de permis, l'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis d'urbanisme peut, dans sa décision, adapter le délai visé au paragraphe 1^{er}, sans que celui-ci ne puisse toutefois dépasser sept ans.

§ 5. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} à 4, le permis délivré par le Gouvernement en vertu de l'article D.IV.25 est périmé si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les sept ans à compter du jour où le permis est envoyé conformément à l'article D.IV.50. Toutefois, le Gouvernement peut, sur requête spécialement motivée, accorder un nouveau délai sans que celui-ci ne puisse excéder cinq ans.

Art. D.IV.85

La péremption des permis s'opère de plein droit.

Le collège communal peut constater la péremption dans un procès-verbal qu'il adresse, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.86

Lorsque le permis est suspendu en application des articles D.IV.89 et D.IV.90, le délai de péremption du permis est concomitamment suspendu.

Art. D.IV.87

Le délai de péremption est suspendu de plein droit durant tout le temps de la procédure, à savoir de l'introduction de la requête à la notification de la décision finale, lorsqu'un recours en annulation a été introduit à l'encontre du permis devant le Conseil d'État ou qu'une demande d'interruption des travaux autorisés par le permis est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire. Si le bénéficiaire du permis contesté n'a pas la qualité de partie au procès, l'autorité qui a délivré le permis ou la DGO4 pour les permis délivrés par le Gouvernement notifie au bénéficiaire le début et la fin de période de suspension du délai de péremption.

SUSPENSION DU PERMIS

Art. D.IV.88

Lorsqu'un projet requiert pour sa réalisation une ou plusieurs autres autorisations visées à l'article D.IV.56 ou visées par une autre législation de police administrative, les actes et travaux autorisés par le permis ne peuvent être exécutés par son titulaire tant que ce dernier ne dispose pas desdites autorisations.

Le délai de péremption visé aux articles D.IV.81 et suivants est suspendu tant que la décision relative à l'autorisation n'est pas envoyée. Si l'autorisation est refusée, le permis devient caduc, de plein droit, le jour du refus en dernière instance de l'autorisation.

Art. D.IV.89

Un permis peut être suspendu dans les cas suivants :

- 1° par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.62;
- 2° en cas de découverte fortuite de biens archéologiques lors de la mise en œuvre du permis, dans les conditions de l'article 245 du Code wallon du patrimoine.
- 3° lorsqu'une étude d'orientation, une étude de caractérisation, une étude combinée, un projet d'assainissement ou des actes et travaux d'assainissement doivent être accomplis en vertu du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols.

Art. D.IV.90

Le permis délivré par le collège communal est suspendu tant que le demandeur n'est pas informé de sa notification au fonctionnaire délégué et durant le délai de trente jours octroyé au fonctionnaire délégué pour une éventuelle suspension en application de l'article D.IV.62.

Les recours visés aux articles D.IV.64 et D.IV.65 sont suspensifs, de même que les délais pour former recours.

RETRAIT DE PERMIS

Art. D.IV.91

Sans préjudice des règles générales applicables au retrait des actes administratifs, un permis ne peut être retiré que dans les cas suivants:

- 1° suite à la suspension du permis par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.62 ;
- 2° en cas de découverte fortuite de biens archéologiques lors de la mise en œuvre du permis, dans les conditions de l'article 245 du Code wallon du Patrimoine
- 3° en cas de non respect des règles sur l'emploi des langues.

En cas de non respect des règles sur l'emploi des langues, le retrait est envoyé dans les soixante jours à dater du jour où la décision a été prise, ou, si un recours en annulation a été introduit, jusqu'à la clôture des débats. L'autorité compétente dispose d'un nouveau délai complet, identique au délai initial, à dater de l'envoi de la décision de retrait pour se prononcer et envoyer sa décision.

Lorsque le collège communal, le fonctionnaire délégué ou le Gouvernement retire le permis ou le certificat d'urbanisme n°2 en application des règles générales relatives au retrait des actes administratifs, il envoie la nouvelle décision dans un délai de quarante jours à dater de l'envoi de la décision de retrait.

CESSION DU PERMIS

Art. D.IV.92

§1^{er}. En cas de cession d'un permis dont les charges, les conditions ou les actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, ne sont pas complètement réalisés, le cédant et le cessionnaire procèdent à une notification conjointe à l'autorité compétente pour délivrer le permis en première instance. Si des garanties financières ont été fournies avant la cession et qu'elles n'ont pas été utilisées, elles sont soit maintenues, soit remplacées par des garanties financières équivalentes.

La notification fait état du sort réservé aux garanties financières fournies avant la cession et contient la confirmation écrite du cessionnaire qu'il a pris connaissance du permis, des conditions et charges éventuelles prescrites par l'autorité compétente ou des actes et travaux à réaliser nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale non repris en tant que tels comme condition ou charge, de l'article D.IV.75 et du fait qu'il devient titulaire du permis.

L'autorité compétente accuse réception de la notification et en informe, selon le cas, le collège communal ou le fonctionnaire délégué.

§2. À défaut, le cédant ou ses ayants droit demeurent solidairement responsables avec le cessionnaire des charges et conditions prescrites ou des actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale non repris en tant que tels comme condition ou charge.

RENONCIATION AU PERMIS

Art. D.IV.93

§1^{er}. Le titulaire d'un permis non mis en œuvre peut y renoncer.

La renonciation est expresse et ne se présume pas du dépôt ultérieur d'une autre demande de permis.

§2. Lorsque le permis porte sur un bien appartenant à plusieurs propriétaires ou faisant l'objet de droits réels, la renonciation ne peut avoir lieu que de l'accord de tous les titulaires de droit réel.

§3. Le titulaire du permis envoie sa renonciation au collège communal et au fonctionnaire délégué.

Coordonnées de l'expéditeur :

.....
.....
.....

Le

Service Public de Wallonie - DGO4
Direction extérieure de CHARLEROI
Monsieur Raphaël STOKIS,
Fonctionnaire délégué
rue de l'Ecluse 22
6000 CHARLEROI

Vos réf. : F0414/52011/UFD/2022/98/**2307734**

Objet :

AVIS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX
--

Monsieur le Fonctionnaire délégué,

Je (Nous) soussigné(e)(s)
domicilié(e)(s) à
détenteur(rice)(s) du permis d'urbanisme dont question ci-dessus, certifie(ons) ce qui suit :

Date de début des travaux :

et ai(avons) notifié les présents renseignements, par recommandé, au Collège Communal de
....., le

Recevez, Monsieur le Fonctionnaire délégué, mes(nos) meilleures salutations.

Signature(s)

.....

Vous pouvez envoyer ce document par mail à valerie.pecriaux@spw.wallonie.be

Coordonnées de l'expéditeur :

.....

.....

.....

Le

Administration communale
Au Collège Communal
De et à

.....

.....

Vos réf. :

Objet :

AVIS DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX
--

Mesdames, Messieurs,

Je (Nous) soussigné(e)(s)
domicilié(e)(s) à
détenteur(rice)(s) du permis d'urbanisme dont question ci-dessus, certifie(ons) ce qui suit :

Date de début des travaux :

et ai(avons) notifié les présents renseignements, par recommandé, au Fonctionnaire délégué de la Direction extérieure de Charleroi, le

Recevez, Mesdames, Messieurs, mes(nos) meilleures salutations.

Signature(s)

.....

Service public de Wallonie

Direction du Hainaut II

Rue de l'Ecluse, 22

B-6000 CHARLEROI



RR



